

Les bouillonements du GREFFE

Newsletter n°12 janvier 2026



Edito : Bonne année ! ... Vraiment ?

Au seuil d'une nouvelle année, il est de coutume de faire des voeux, de bons voeux bien sûr, pour sa famille et ses proches, mais aussi pour la bonne marche du monde. C'est aussi l'occasion de dresser le bilan de l'année précédente, notamment pour les préoccupations sociales, culturelles et environnementales qui fondent l'existence de notre association GREFFE.

Dans tous ces domaines, aussi bien au niveau du bilan que des perspectives, force est de constater que nous sommes d'un optimisme très mesuré, même si notre association a poursuivi et poursuivra son travail de recherche, d'information, de pression et d'opposition si nécessaire.

Globalement, l'année 2025 correspond à un recul historique de nos principales préoccupations et cela à tous les niveaux de décision.

Au niveau national, la protection du vivant recule. A titre d'exemple, la loi Duplomb, votée en 2025 sans décrets d'application pour l'instant, propose l'autorisation de pesticides néonicotinoïdes dont on sait qu'ils sont nocifs pour la santé humaine et environnementale, soutient l'agriculture industrielle et intensive dans ses plus mauvaises dimensions et réduit les recours possibles pour des projets dévastateurs. La protection de la biodiversité est également le dernier souci de nos gouvernants. L'Office Français de la Biodiversité, pourtant organisme d'état, n'a ni moyens ni soutiens lorsque des membres des syndicats agricoles les plus réactionnaires et les plus violents saccent ses locaux. Sous la pression inconsidérée d'éleveurs, le loup, espèce pourtant protégée, peut maintenant, sous certaines conditions, être détruit depuis le 1er janvier 2026. Le renard continue à être classé ESOD, Espèce Susceptible d'Occasionner des Dégâts, alors qu'il rend des services incalculables pour les agriculteurs en limitant le développement des micro-mammifères. Avec des procédés moyenâgeux, d'une cruauté indescriptible, les blaireaux peuvent encore être déterrés et achevés à coups de pioche et de pelle. Le respect du vivant semble bien éloigné des préoccupations d'un certain nombre de nos concitoyens et de nos gouvernants.

Au niveau européen, une alliance entre la droite et l'extrême droite a permis un démantèlement sans précédent du Green Deal et un recul inconsidéré des normes de durabilité des entreprises et de devoir de vigilance au travers du paquet législatif Omnibus. La commission européenne s'apprête également à légiférer pour permettre

un recul historique de la lutte contre le réchauffement climatique.

Au niveau mondial, la plus grande démocratie du monde est maintenant conduite par un pseudo-dictateur imbu de sa personne, affairiste, cupide, climatosceptique et irrespectueux du droit international. Cet individu qui ne croit pas à la science (!) a supprimé les crédits de tous les organismes qui, aux USA, s'occupent d'environnement, de biodiversité et de questions sociales. Au niveau international, il a retiré la participation et les crédits des USA à de nombreux organismes indépendants qui oeuvrent pour l'intérêt général, comme le GIEC par exemple.

Plus globalement, parallèlement à la trumpisation du monde qui risque de s'étendre en Europe au gré des élections à venir, on note une remise en cause des acquis scientifiques et de la science elle-même. L'opinion personnelle est maintenant au-dessus de la réalité scientifique. ?

Par ailleurs, pour que le libéralisme effréné puisse se développer sans frein, au bénéfice de quelques uns, il est demandé, notamment en France, la suppression de la plupart des normes et des règlements. C'est la porte ouverte pour que la loi du plus fort, ou du plus riche, s'impose au détriment de l'intérêt général.

Preuve supplémentaire du recul des préoccupations environnementales, depuis plusieurs mois maintenant, vous ne retrouverez plus les termes "environnement" ou "écologie" dans les discours de tous les politiques et dans la plupart des médias.

Cela dit, on peut quand même signaler quelques bonnes nouvelles, même si elles sont très rares. Ainsi, le WWF France estime que les effectifs des populations de vertébrés protégés en France métropolitaine ont augmenté de 120%, en moyenne depuis 1990. Lorsque l'on protège l'habitat des espèces en déclin, celles-ci ont des effectifs qui évoluent à la hausse (vautour moine, ourarde canepetière, moineau domestique, etc.). La protection fonctionne quand on se donne les moyens de protéger les espèces et leurs habitats.

En résumé, il est clair que nous intervenons maintenant dans un contexte très défavorable, mais il faut admettre que ce serait encore bien pire sans le monde associatif. Cela oblige donc le GREFFE à poursuivre, avec résolution, son engagement au service du progrès social, culturel et environnemental.

Christian Amblard, Directeur de recherche honoraire CNRS, Vice-président du GREFFE

Cultivons la proximité, la solidarité et la diversité de l'agriculture pour cultiver le futur de la terre

En mai 2014, le comité scientifique pour l'Expo 2015 de la ville de Milan organisait un café scientifique sur le thème : "Coltiviamo il futuro della Terra. Innovazione e sostenibilità in agricoltura". J'argumentais de mettre en avant trois propriétés de l'agriculture des territoires ruraux et périurbains pour répondre aux défis, tels que ceux de l'alimentation : la Proximité, la Solidarité et la Diversité. Elles sont encore d'actualité.

1. Proximité

On parle de plus en plus d'agriculture de proximité, de circuits courts, et de relations directes des producteurs aux consommateurs. De nombreuses initiatives sont en cours pour rapprocher les acteurs et valoriser directement les produits, en évitant de trop longues distances à parcourir et l'accès à tous à ces produits « de qualité ». Une forme d'intégration se fait autour de la question alimentaire. Les projets peuvent être portés par des institutions. Leurs actions sont orientées vers des thématiques sur lesquelles elles sont légitimes pour intervenir, se préoccupant de l'agriculture au travers d'entrées plus sectorielles (ex. environnement, tourisme). Les dispositifs mis en place posent un cadre réglementaire, mais les institutions peinent à territorialiser leurs actions. A contrario, les projets portés par les acteurs locaux montrent une forte préoccupation économique et sociale, mais ils peinent à pérenniser leurs actions par manque d'assise plus globale. Il y a besoin d'acteurs intermédiaires qui garantissent le caractère intégrateur des projets par leur capacité de mise en lien de différentes catégories d'acteurs et d'enjeux. Il y a articulation de plusieurs niveaux d'organisation, entre acteurs institutionnels, garant d'une certaine durabilité et acteurs collectifs, porteurs d'initiatives innovantes.

2. Solidarité

On parle de plus en plus de solidarité urbain-rural, de prise en compte de l'agriculture par les villes et métropoles et l'on reconnaît le rôle de l'agriculture dans l'aménagement des villes. Cela se traduit dans les documents d'urbanisme et par l'ouverture des métiers d'urbanistes, d'architectes, de paysagistes, aux compétences rurales et agronomiques.

La sécurité alimentaire prend un sens différent dans les pays du Nord et du Sud. On a tendance à opposer les agriculteurs « classiques » insérés dans des filières et dans les territoires ruraux, et les « citoyens jardiniers » insérés

dans les villes et dans des réseaux moins économiques que sociaux. Or, les agricultures familiales pourraient faire le lien entre ces deux mondes et assurer la solidarité entre agricultures urbaines et agricultures professionnelles. Il y a besoin de relier les formes d'initiatives et les savoir-faire des agriculteurs ruraux et urbains.

3. Diversité

La diversité des agricultures reste une réalité. Pour combien de temps ? Les crises économiques, la mondialisation des échanges, le changement climatique, l'urbanisation, la concurrence foncière contribuent à l'érosion de cette diversité. On parle beaucoup de biodiversité, de corridors écologiques et de protection de la faune et de la flore. Pourquoi ne parle-t-on pas dans les mêmes termes de diversité des agricultures, de flux de savoirs agricoles entre territoires, de protection des espaces de production ? Pourquoi pas une vraie politique de préservation de la diversité des agricultures ?

On a plutôt tendance à opposer l'agriculture conventionnelle et l'agriculture alternative. Les travaux de recherche sont spécialisés, soit dans la dimension économique, soit dans la dimension sociale ou environnementale. C'est vrai aussi au niveau des acteurs, qui n'appartiennent pas aux mêmes types de réseaux. Or, ce qui me frappe dans l'étude de l'agriculture et de l'alimentation des zones urbaines, c'est l'hybridation des formes d'organisation. N'est-ce pas une piste pour le futur ?

En guise de conclusion, pour cultiver le futur de la terre :

- Cultivons les liens de proximité entre les différents acteurs parties prenantes des territoires, aussi bien les acteurs locaux que les acteurs institutionnels, en nous appuyant sur les acteurs intermédiaires,
- Cultivons la solidarité entre l'urbain et le rural, entre l'agriculture professionnelle et les jardins familiaux, entre la dimension économique et la dimension sociale, en nous appuyant sur les agricultures familiales,
- Cultivons la diversité de l'agriculture en assurant une protection des espaces, une préservation des activités, un maintien des acteurs, en nous appuyant sur les formes d'hybridation qui s'inventent au quotidien dans nos territoires.

Gageons que ces questions d'innovation et de durabilité de l'agriculture trouveront des réponses adaptées dans chacun des territoires, au Nord comme au Sud, en s'inspirant des actions collectives ici ou ailleurs et en croissant les regards à l'international.

*Sylvie Lardon, directrice de recherche INRAE retraitée
chercheure associée UMR Territoires, Clermont-Ferrand
Membre du GREFFE*

- "Agro philosophie. Réconcilier nature et liberté" par Kaspard Koenig. Les Editions de l'observatoire. 2024

Lectures proposées par Gérard Fonty, membre du GREFFE

